

MARCHE-PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(CCP)**

Pouvoir adjudicateur :

SORBONNE UNIVERSITE

Représenté par :
Le président de Sorbonne Université

Siège social :
21, rue de l'Ecole de Médecine
75006 PARIS

Direction des Achats
Bureau Achat Transversal
Boite courrier DA
18, rue de la Sorbonne
75005 PARIS

OBJET DU MARCHE

**PRESTATION D'ORGANISATION DE LA CEREMONIE DES DOCTEURES ET DOCTEURS DE
L'ALLIANCE SORBONNE UNIVERSITE**

Tous les échanges liés à l'exécution administrative du contrat seront effectués prioritairement via le profil acheteur PLACE.

SOMMAIRE

CONTEXTE	4
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC.....	4
1.1 NOMENCLATURE CPV :	5
1.2 ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 2 – FORME ET DURÉE DU MARCHÉ	5
2.1. FORME DU MARCHÉ	5
2.2. DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 4 – MODIFICATION DU MARCHÉ	6
ARTICLE 5 – OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES.....	6
5.1. REPRÉSENTATION DES PARTIES	6
5.2. COTRAITANCE	7
5.3. SOUS-TRAITANCE.....	7
5.4. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	8
ARTICLE 6 – NATURE DES PRESTATIONS ET MODALITÉS D'EXECUTION	11
6.1. CARACTÉRISTIQUES DE LA PRESTATION	11
6.2. ENGAGEMENTS DU TITULAIRE	12
6.3. ANNULATION DE LA CÉRÉMONIE	13
ARTICLE 7- OPÉRATION DE VÉRIFICATION.....	13
7.1. VÉRIFICATIONS QUANTITATIVES.....	13
7.2. VÉRIFICATIONS QUALITATIVES	13
7.3. DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION	13
ARTICLE 8 – PRIX	14
8.1. FORME DES PRIX :	14
8.2. CONTENU DES PRIX	14
ARTICLE 9 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT	14
9.1. PRÉSENTATION DES FACTURES.....	14
9.2. DÉLAIS DE PAIEMENT	15
9.3. AVANCE	15
9.4. ACOMPTES	16
ARTICLE 10 – PÉNALITÉS.....	16
ARTICLE 11 - ASSURANCE	17
ARTICLE 12 – PIÈCES ET ATTESTATIONS À FOURNIR.....	17
ARTICLE 13 – CÉSSION OU NANTISSEMENT DU MARCHÉ	18

ARTICLE 14 – DEFAILLANCE DU TITULAIRE	18
ARTICLE 15 - DIFFERENDS	18
ARTICLE 16 – RESILIATION.....	19
16.1 – RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	19
16.2 – MISE EN DEMEURE PREALABLE	19
16.3 – RESILIATION POUR MOTIF D’INTERET GENERAL	19
ARTICLE 17 - CAS DE FORCE MAJEUR	19
ARTICLE 18 – DROIT ET LANGUE	20
ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS	20

Contexte

Sorbonne Université est une université pluridisciplinaire et de recherche intensive qui se veut diverse, créatrice, innovante et ouverte sur le monde. Elle a pour ambition de réunir ses atouts au sein d'une université de recherche de rang mondial, présentant tout l'éventail disciplinaire des lettres, des arts, des sciences humaines et sociales, des sciences, de l'ingénierie et de la médecine. Sorbonne Université a pour objectif d'être un carrefour de tous les savoirs, capable de répondre aux enjeux intellectuels et scientifiques du 21ème siècle.

Sorbonne Université fait partie d'un ensemble plus large : l'Alliance Sorbonne Université qui regroupe 10 établissements couvrant tous les champs disciplinaires dont 4 délivrent des diplômes de doctorat :

- Sorbonne Université
- MNHN : Muséum national d'histoire naturelle,
- UTC : Université de technologie de Compiègne
- INSEAD : Institut européen d'administration des affaires

L'Alliance Sorbonne Université compte près de 4000 doctorantes et doctorants (3600 doctorants SU, 250 UTC, 160 MNHN, 10 INSEAD) dont 40 % sont étrangers, près de 1000 soutenances par an et 25 écoles doctorales. (23 écoles doctorales affiliées à Sorbonne Université, une à l'UTC et une à l'INSEAD), plus d'une vingtaine d'instituts et initiatives thématiques pluridisciplinaires.

L'Institut de formation doctorale (IFD) est un acteur de la formation doctorale de l'Alliance Sorbonne Université. Ce service de Sorbonne Université coordonne et mutualise les actions des écoles doctorales, accompagne les doctorants et doctorantes dans le développement de leur projet professionnel, organise l'ouverture sur l'environnement socio-économique et la promotion de la plus-value de la formation par la recherche, le développement de la coopération régionale, européenne et internationale.

Chaque année, près de 1000 docteurs soutiennent leur thèse dans les établissements de l'Alliance Sorbonne Université. Traditionnellement, l'Institut de formation organise une cérémonie en leur honneur. En raison de la crise sanitaire, la Cérémonie 2020 a dû être reportée et devra se tenir cette année concomitamment avec la Cérémonie 2021.

En raison du contexte sanitaire, l'IFD souhaite organiser une cérémonie pour les doctorantes et les doctorants en distanciel.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

Le présent marché a pour objet une prestation d'organisation (ingénierie, conception, scénographie, coordination, pilotage et gestion) de la Cérémonie des docteurs et des docteurs de l'Alliance Sorbonne Université (Sorbonne Université, Muséum national d'histoire naturelle, UTC, INSEAD) pour les promotions 2020 et 2021.

La cérémonie se tiendra le 10 juillet 2021 pour une durée d'environ deux heures.

La conception de la cérémonie organisée est envisagée **sous forme hybride** : présentiel pour les présidents, les professeurs et parrains ou marraines, d'une part, et 100% digital pour les docteurs, leurs familles, les encadrants et leurs amis d'autre part.

Cet évènement s'adresse en premier aux docteur(e)s et à leurs familles mais aussi à la communauté scientifique. L'implication de la communauté et des docteur(e)s est un prérequis. C'est pourquoi les

animations structurant la cérémonie de l'Alliance Sorbonne Université sont dans leur grande majorité des animations participatives.

1.1 Nomenclature CPV :

92000000-1	Services récréatifs, culturels et sportifs
------------	--

1.2 Allotissement

Conformément à l'article R.2113-2 du Code de la commande publique, l'acheteur motive son choix de ne pas allouer un marché passé selon une procédure adaptée.

Le présent marché n'a pas été alloué car la dévolution en lots séparés risquait de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations et le pouvoir adjudicateur n'a pas la capacité d'en assurer la coordination.

ARTICLE 2 – FORME ET DUREE DU MARCHÉ

2.1. Forme du marché

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée, en application des dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique.

Le marché est passé sans minimum et son maximum et sera strictement inférieur à 90 000 euros HT pour toute sa durée. Il est précisé que le marché prend fin automatiquement dès que ce montant maximum est atteint.

Le pouvoir adjudicateur fournit, à titre strictement informatif et sans valeur contractuelle, l'estimation du coût de la réalisation des prestations objet de la présente consultation, à savoir entre 60 000 et 80 000 € H.T.

2.2. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 3 mois à compter de sa date de notification au titulaire.

La durée d'exécution prévisionnelle court à compter de la date de notification du marché jusqu'à la fin du mois de juillet 2021.

La durée du marché n'est pas reconductible. Toutefois, en cas de report de la date de la cérémonie, la durée du marché pourra être prolongée pour une durée de trois mois.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (la décomposition du prix global et forfaitaire) ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières et son annexe relative au traitement des données à caractère personnel ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, CCAG-FCS pris par arrêté du 19 janvier 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services ;
- L'offre du titulaire.

Seuls les exemplaires originaux, conservés dans les archives de Sorbonne Université, font foi. Toute clause contraire aux pièces contractuelles constitutives est réputée nulle. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire ne peut se prévaloir, en cours d'exécution, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

ARTICLE 4 – MODIFICATION DU MARCHÉ

Toute modification du marché fera l'objet de la passation d'un avenant dans le respect des dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique.

Evolution de la réglementation : par dérogation aux articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires relatives à la législation sur la protection des données à caractère personnel, la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail, ainsi qu'à la protection de l'environnement applicables dans le cadre du présent contrat, ne donnera pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire.

Le titulaire sera tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires sans surcoût.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES

5.1. Représentation des parties

5.1.1. Représentation du pouvoir adjudicateur

Conformément à l'article 3.3 du CCAG-FCS, dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché.

5.1.2. Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution du marché. Celle-ci est réputée disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom au pouvoir adjudicateur, dans les délais impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire fournit également au Collège doctoral la liste des noms et fonctions des intervenants appelés à intervenir dans le cadre du présent marché.

En cours d'exécution, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications se rapportant :

- Aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

5.2. Cotraitance

Les stipulations prévues à l'article 3.5 du CCAG-FCS sont seules applicables.

5.3. Sous-traitance

Conformément aux articles R2193-1 à R2193-122 du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations incluses dans le contrat à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chacun des sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire doit se conformer aux dispositions des articles précités. Le titulaire se devant de réaliser les prestations par ses propres moyens, le recours à la sous-traitance doit revêtir un caractère exceptionnel.

En cas de sous-traitance du marché, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Le paiement direct d'un sous-traitant pour la partie du marché dont il assure l'exécution s'effectue lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze (15) jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité journalière égale à 1/300 du montant total hors taxes du marché, éventuellement modifié par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

5.4. Obligations du titulaire

5.4.1. Obligation de résultat

Le présent contrat est assorti d'une obligation générale de résultat pour l'ensemble des prestations. Le titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution du contrat. Il ne peut nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou fournisseurs.

Le titulaire doit notamment satisfaire aux obligations suivantes :

- Se conformer aux stipulations décrites dans le présent CCP ;
- Informer et conseiller : à ce titre, il s'engage, d'une manière générale, à répondre aux demandes de renseignements émanant de l'acheteur et à communiquer toutes les explications concernant l'exécution du marché public ;
- Demander à l'acheteur toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution du marché public.

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas les prestations dans les conditions prévues par le présent CCP, le pouvoir adjudicateur a la faculté d'appliquer des pénalités et/ou indemnités telles que prévues à l'article 10 du présent CCP, ou de résilier le contrat, conformément aux dispositions de l'article 12 du présent CCP.

5.4.2. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la notification du marché jusqu'à son expiration une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L243-15 du Code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six (6) mois (articles D8222-5-1° du Code du travail et D243-15 du Code de sécurité sociale).

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, une déclaration est remplie par membre du groupement.

Le titulaire remet également au maître d'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de ce marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, l'administration pourra soit appliquer la pénalité prévue à l'article 10 du présent CCP soit résilier le marché, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

5.4.3. Confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le présent article est complété par l'annexe relative au traitement des données à caractère personnel.

5.4.3.1 : Obligation de confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'information ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En particulier, le titulaire s'engage à ne pas utiliser, sans l'accord du pouvoir adjudicateur selon le cas, ses connaissances sur les matériels, logiciels, lieux d'implantation des prestations, pour accéder ou permettre à des tiers d'accéder aux informations détenues par le pouvoir adjudicateur, qu'il s'agisse de données, de programmes, de documents relatifs à une procédure de mise en concurrence ou de toutes autres informations.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire s'engage en outre :

- A prendre les mesures nécessaires pour garantir la neutralité de ses services vis-à-vis du contenu des messages transmis et le secret des correspondances :
 - En particulier le titulaire ne peut utiliser les coordonnées ou les données de facturation du pouvoir adjudicateur pour une prospection ou une opération commerciale, à l'exception de celles concernant l'activité autorisée et relevant de la relation contractuelle entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur ;
 - Le titulaire ne peut communiquer à des tiers au marché, les informations de facturation qu'il détient que dans le respect des lois applicables.
- A permettre au pouvoir adjudicateur de s'opposer gratuitement, appel par appel, ou de façon permanente, à l'identification du numéro ou du nom par le poste appelé.

5.4.3.2 : Protection des données à caractère personnel

A l'occasion de l'exécution du présent marché, le titulaire est susceptible d'avoir accès à certaines données à caractère personnel. Dans cette hypothèse il doit être fait application de la réglementation relative aux traitements de données à caractère personnel et notamment du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « règlement général sur la protection des Données » ou RGPD) ainsi que de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée.

Conformément à cette loi, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations à caractère personnel et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne faire aucune copie des documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel qui lui sont confiées, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du marché;
- Ne pas utiliser les documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel à des fins autres que celles spécifiées du marché ;
- Ne pas divulguer les informations à caractère personnel à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du marché ;
- Prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques relatifs aux informations à caractère personnel en cours d'exécution des présentes ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des informations à caractère personnel traitées pendant la durée du marché ;
- Et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

En cas de violation par le titulaire du secret professionnel ou des dispositions précitées, le marché peut être résilié de plein droit par l'université sans indemnités en faveur du titulaire.

Cette résiliation ne fait pas obstacle à des poursuites pénales éventuelles, la responsabilité du titulaire pouvant être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du Code pénal.

Sorbonne Université se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ses obligations par le titulaire au titre du présent article.

5.4.4. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

5.4.5. Comportement du personnel du titulaire

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'amabilité et de la plus grande correction. Le titulaire se porte garant de l'honorabilité de son personnel.

Il est rappelé que le titulaire est responsable de ses employés en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Toute détérioration sur le mobilier, le matériel, les revêtements, au cours de l'exécution des prestations, est à la charge du titulaire.

ARTICLE 6 – NATURE DES PRESTATIONS ET MODALITES D'EXECUTION

6.1. Caractéristiques de la prestation

6.1.1. Objectifs

L'objectif est d'inviter tous les diplômés et toutes les diplômées à célébrer de manière collective et festive leur accès au grade de docteur via la plateforme.

La priorité est de mettre à l'honneur les docteur(e)s des promotions 2020-2021.

Les familles et ami(e)s, les directrices et directeurs de thèse, les directeurs et directrices d'écoles doctorales, les président(e)s des établissements, les vices président(e)s, les doyen(ne)s des 3 facultés et le club des alumni devront être associés à cette grande fête. Un parrain ou une marraine devra être nommé(e) pour chacune des promotions (2020 et 2021). Même si le grand public n'est pas visé directement par cet événement, celui-ci devra avoir un retentissement externe, afin de valoriser le doctorat et les docteur(e)s de l'Alliance Sorbonne Université auprès de la société civile et des entreprises.

6.1.2. Caractéristiques de la Cérémonie

La cérémonie, qui aura lieu le 10 juillet 2021, est prévue en mode hybride : les officiels (présidents, les 2 parrains ou marraines des 2 promotions, doyen(ne)s, vices-président(e)s et vice-doyen(ne)s, directeurs et directrices d'écoles doctorales) seront en présentiel dans un amphithéâtre du Campus Pierre et Marie Curie ; les doctorant(e)s, leurs encadrants, leurs invités (familles et amis) et les alumni seront en distanciel.

Le prestataire devra fournir une plateforme permettant les inscriptions à la cérémonie des docteurs, de leurs encadrants et de leurs invités ainsi que des alumni. Les données fournies par l'IFD seront les nom et prénom des docteur(e)s, leur année de promotion, leur établissement d'inscription, leur école doctorale, leur sujet de thèse et les noms et prénoms des encadrants. La plateforme devra permettre de recueillir les noms des invités et d'éventuels autres participants. Elle pourrait également permettre l'accès à certains à des droits (applications etc...) et l'édition de « billets ».

La cérémonie devra comporter quelques discours des officiels (président, parrains ou marraines) diffusés en temps réel, mais garder un format dynamique en incluant par exemple quelques vidéos mettant en valeur les docteurs et le doctorat au sein de l'Alliance Sorbonne Université.

Des solutions qui permettent de mettre en valeur chaque docteur devront être proposées tout en respectant la contrainte d'une durée courte.

La cérémonie est habituellement l'occasion pour les docteurs de revoir leurs collègues et professeurs.

Une proposition pour rendre cette cérémonie la plus interactive possible devra être recherchée.

6.2. Engagements du titulaire

6.2.1. Nature des engagements

Le titulaire s'engage à :

- Créer l'évènement en collaboration avec le collège doctoral ;
- Proposer des idées novatrices et réalisables ;
- Mettre en œuvre l'évènement de manière logistique et opérationnelle ;
- Préparer la communication préalable pour expliquer aux diplômés le principe et le déroulement de l'évènement.

Le titulaire assure le suivi des démarches administratives, l'organisation, la coordination, le suivi logistique et technique et la communication vers les diplômés.

Le titulaire s'engage à contribuer à la réussite de l'évènement organisé par l'Alliance Sorbonne Université et devra :

- Proposer des solutions techniques adaptées à chaque situation ;
- Assurer la gestion des moyens humains liés aux prestations demandées ;
- Assurer la réalisation technique de prestations de grande qualité ;
- Assurer le suivi technique et logistique avant, pendant et après l'évènement.

6.2.2. Réunion de lancement

Dans les 5 jours suivants la notification du marché, le titulaire et le Collège doctoral organisent une réunion de lancement qui se déroule sur le campus des Cordeliers, dans les locaux du Collège doctoral de Sorbonne Université.

Le titulaire est tenu de présenter le plan de mise en œuvre de l'ensemble des prestations au Collège doctoral de Sorbonne Université.

Au cours de cette réunion :

- Le collège doctoral nomme un correspondant permanent qui sera l'interlocuteur privilégié du titulaire pour l'exécution des prestations.
- Le titulaire désigne un chef de projet, correspondant permanent.
- Les parties valident ensemble le planning d'exécution des différentes prestations.

Le titulaire fournit au Collège doctoral les renseignements suivants :

- Le nom et les coordonnées des correspondants du titulaire ;
- La liste des noms et fonctions des intervenants appelés à intervenir dans le cadre du présent marché ;
- Le calendrier des opérations ;
- Le compte-rendu de la réunion de lancement.

6.3. Annulation de la Cérémonie

En cas d'annulation de la Cérémonie en raison notamment des circonstances sanitaires liées à la Covid-19, le prestataire devra proposer une nouvelle date dans l'année qui suit ladite annulation sans que cela n'engendre de coût supplémentaire pour Sorbonne Université.

Par exemple, si la cérémonie du 10 juillet 2021 est annulée, le titulaire proposera une date de représentation au mois de septembre 2021. Dans cette situation, le titulaire adaptera la cérémonie au nouveau contexte.

ARTICLE 7- OPERATION DE VERIFICATION

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG-FCS sont applicables tant qu'elles ne sont pas en contradiction avec les dispositions du présent CCP.

Chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

7.1. Vérifications quantitatives

Les opérations de vérification quantitatives ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par le pouvoir adjudicateur.

7.2. Vérifications qualitatives

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

7.3. Décisions après vérification

Les décisions après vérification sont prises en application des dispositions de l'article 25 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 23.2 alinéa 2 du CCAG-FCS, Sorbonne Université procède aux vérifications et notifie sa décision dans un délai de 24h.

Par dérogation à l'article 25.2 du CCAG-FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement de l'admission des prestations, le titulaire dispose d'un délai de 24h, à compter de la notification de cette décision, pour présenter à nouveau les prestations mises au point.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans ce délai de 24h qui court à compter de la notification de la décision d'ajournement.

ARTICLE 8 – PRIX

8.1. Forme des prix :

Le montant du présent marché est déterminé par un prix global et forfaitaire exprimés en euros hors taxes (HT) dont la décomposition est annexée à l'acte d'engagement.

Le prix du marché est ferme et définitif pour toute sa durée.

8.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, d'assurances ou autres, frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais de mission des intervenants du candidat et les frais de participation à tous les déplacements nécessités par le contrat, demandés par le pouvoir adjudicateur. Ces prix comprennent toutes les dépenses nécessaires pour l'exécution du présent contrat, conformément aux dispositions des pièces constitutives du marché.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques à la date de remise des offres.

ARTICLE 9 - MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB original fourni avec l'acte d'engagement.

L'ordonnateur de la dépense est le Président de Sorbonne Université.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de Sorbonne Université.

9.1. Présentation des factures

Les factures correspondent aux prestations commandées et réalisées, et sont libellées au nom de Sorbonne Université.

L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée Chorus Pro.

La transmission des factures sous forme dématérialisée par le titulaire, l'émetteur, s'effectue selon l'un des trois modes suivants, au choix de l'émetteur :

- Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;
- Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :
 - Soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
 - Soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté ;

- Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures transmises doivent obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro du bon de commande et le numéro du contrat ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la facture. Il la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités, prévues à l'article 10 du présent CCP, précomptées sur les sommes dues au titulaire. Le montant de la somme à régler au titulaire est notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou complétée. Passé un délai de quinze (15) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

Toute facturation ne respectant pas les prescriptions ci-dessus est retournée au titulaire de l'accord-cadre pour réédition conforme.

9.2. Délais de paiement

Le délai maximum de paiement, sur lequel l'acheteur s'engage, est de trente (30) jours. Le point de départ de ce délai de paiement s'effectue à la date de réception de la facture conforme par Sorbonne Université.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros s'ajoute aux intérêts moratoires.

9.3. Avance

Sauf renonciation du titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance de 5% du montant TTC du marché est versée conformément à l'article R.2191-3 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions des articles R. 2191-11 et R.2191-12 du même code.

9.4. Acomptes

Le présent marché prévoit le versement d'acomptes comme suit :

- 1er versement de 10% dans un délai de trente (30) jours à compter de la date réunion de lancement ;
- 2^{ème} versement, le solde, de 90% dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de l'évènement.

Si la prestation est annulée dans les circonstances de l'article 6.3 du présent CCP, ce second versement sera effectué dans les trente (30) jours à compter de la nouvelle date de l'évènement.

ARTICLE 10 – PENALITES

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 20.4 du CCAG-FCS.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser via la plateforme acheteur. Celles-ci sont imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir, sans condition de montant, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

Dans l'hypothèse où l'ensemble des sommes dues au titulaire a été versé, les pénalités feront l'objet d'un titre de recette lors de l'établissement du décompte général.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités applicables dans le cadre du présent contrat sont les suivantes :

❖ Pénalités en cas de non-respect des délais contractuels

En cas de non-respect par le titulaire des délais contractuels, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 1000 € par jour calendaire de retard.

Il en va ainsi si la date de la Cérémonie est reportée du simple fait du titulaire, en dehors des circonstances liées à la Covid19.

❖ Pénalités en cas de non transmission du contrat de sous-traitance

En cas de défaut caractérisé d'information, non transmission d'un contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels ou à défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/300 du montant hors taxes du marché, éventuellement modifié par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour calendaire de retard.

❖ Pénalités en cas de non-respect des obligations concernant la protection de la main d'œuvre et les conditions de travail

En cas de défaut caractérisé d'information, refus de transmission tous les six (6) mois, à compter de la notification du marché jusqu'à son expiration, d'une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L243-15 du code de sécurité

sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D8222-5-1° du code du travail et D243-15 du Code de sécurité sociale), une pénalité forfaitaire de cinquante (50) euros par jour calendaire de retard peut être appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L9221-3 à L9221-5 du Code du travail. Toutefois, le montant global de cette pénalité est égal, au plus, à 10% du montant total du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L9224-1, L9224-2 et L9224-5 du Code du travail.

❖ Pénalités en cas de non transmission de l'attestation d'assurance

A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt, une pénalité égale 1/300 du montant hors taxes du marché, éventuellement modifiés par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

Toutes les pénalités décrites ci-dessus peuvent se cumuler avec une indemnité au profit du pouvoir adjudicateur pour un préjudice particulier qu'il aurait subi en dehors des situations susvisées.

Aucune pénalité de retard ne sera appliquée au titulaire si le report de la date de livraison est demandé par le pouvoir adjudicateur ou s'il est imputable à des circonstances liées à la Covid19 (article 6.3 du CCP).

ARTICLE 11 - ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du contrat, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

L'attestation d'assurance est déposée par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Sorbonne Université, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

ARTICLE 12 – PIÈCES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du contrat et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Sorbonne Université, à l'adresse suivante :

<https://www.eattestations.com>

A défaut, des pénalités peuvent être appliquées dans les conditions de l'article 10 du présent CCP. Le contrat peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 12 du présent CCP si le titulaire ne répond pas à la relance du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 13 – CESSION OU NANTISSEMENT DU MARCHÉ

Le présent marché public peut, en tout ou partie, être librement cédé par le titulaire en application des dispositions des articles R2191-45 à R2191-62 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements est le Président de Sorbonne Université (DA – Bureau Achat Transversal – Boite courrier 611 – 4, place Jussieu 75005 PARIS).

ARTICLE 14 – DÉFAILLANCE DU TITULAIRE

En cas d'inexécution de la prestation, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, en dehors de l'annulation liée à des circonstances liées à la Covid 19 (article 6.3 du CCP), et faute d'accord entre les parties, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du titulaire, aux frais et risques du titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

ARTICLE 15 - DIFFÉRENDS

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du contrat ou à l'exécution des prestations objet du contrat.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG-FCS, cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans le délai d'un mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose à un comité consultatif de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées aux articles R2197-1, D2197-15, D2197-17 et R2197-16 du Code de la commande publique.

ARTICLE 16 – RESILIATION

16.1 – Résiliation aux torts du titulaire

Outre les cas prévus à l'article 32 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié aux torts du titulaire :

- lorsque l'exécution des prestations ne s'effectue pas aux conditions prévues par les pièces constitutives du marché ou les documents validés présentant des évolutions ou des modifications de produit ;
- en cas d'inexactitude et/ou d'absence des renseignements prévus aux articles R. 2143-3, R.2142-3 et R.2142-4, R.2143-4 et R.2143-16 et R.2144-1 à R.2144-6 du code de la commande publique ;
- lorsque le titulaire a été déchu du droit d'accès à la commande publique postérieurement à l'exécution du marché ;
- en cas de retard de livraison, de mauvaise exécution ou d'exécution partielle réitéré ;
- en cas de non mise à jour réitérée des tarifs sur le site internet.

16.2 – Mise en demeure préalable

Lorsque la résiliation prévue à l'article 32 du CCAG-FCS est précédée d'une mise en demeure, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour s'exécuter.

Ce délai court à compter de la réception de la mise en demeure.

L'absence d'exécution de la mise en demeure expose le titulaire au prononcé de la résiliation.

Conformément à l'article 36 du CCAG-FCS, l'établissement pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.3 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans le cas d'une résiliation du contrat pour motif d'intérêt général, Sorbonne Université se réserve le droit de résilier unilatéralement et à tout moment le présent marché.

A ce titre, par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, le titulaire ne pourra prétendre qu'à une indemnisation proportionnelle au montant des prestations restant à exécuter pour la période allant de la résiliation du contrat à la date initialement convenue de cessation des prestations. Les dépenses afférentes au manque à gagner et autres frais ne seront pas portées au décompte de résiliation.

ARTICLE 17 - CAS DE FORCE MAJEUR

En cas d'arrêt de travail ou de grève de son personnel, le titulaire est contraint d'assurer un service minimum.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'assurer la prestation dans les conditions prescrites suite à un arrêt de travail ou de grève de son personnel, la direction des achats, pour garantir la continuité de sa mission de service public, se réserve le droit de faire réaliser les prestations par un autre prestataire et ce, jusqu'à rétablissement de la situation par le titulaire.

Dans ce cas, la personne publique émettra un ordre de service écrit au prestataire saisi. Dès réception de cet ordre, le prestataire pourra exécuter la prestation en lieu et place du titulaire défaillant.

Dans cette hypothèse, le titulaire est, le cas échéant, tenu de :

- Payer les pénalités correspondant à la période allant de la date et heure d'ouverture de l'incident jusqu'à la mise à disposition auprès de la personne publique du service équivalent par le prestataire de substitution ;
- De suspendre la facturation liée au service interrompu ;
- Payer à titre de dédommagement le double de la différence entre le coût facturé par le prestataire de substitution et le coût contractuel des prestations que le titulaire aurait dû réaliser pendant la période considérée.

Cette prestation de substitution prendra fin lorsque la reprise du service concerné par le titulaire aura été dûment constatée.

NB : Ce service minimum n'est pas exigé en cas de fermeture exceptionnelle de l'entreprise du titulaire liée à la crise sanitaire de la Covid19 (confinement).

ARTICLE 18 – DROIT ET LANGUE

En cas de litige qui ne saurait trouver une solution amiable, le droit français est applicable et seuls les tribunaux français sont compétents.

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 telle que modifiée, la langue d'exécution du présent marché public est le français, tant à l'écrit qu'à l'oral. Tous les documents, documentations et livrables, tous les courriers et toutes les réunions sont rédigés ou se tiennent en français. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur peut exiger que les documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, et ce aux frais du titulaire.

ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

ARTICLES DU CCP	DEROGATION AU CCAG FCS
Article 4 « Modification du contrat »	Articles 5.2.2, 6.2, 7.2
Article 7.3 « Décisions après vérification »	Articles 23.2, 25.2
Article 10 « Pénalités »	Articles 14, 14.1.3
Article 15 « Différents »	Article 37.2
Article 16.3 « Résiliation pour motif d'intérêt général »	Article 33

Fait à....., le
En un exemplaire original
Signature et cachet du Titulaire